



Mali : comment s'enrichir grâce à la guerre...

Par [Ramzy Baroud](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2013

[The Palestine Chronicle](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

La firme britannique de sécurité [G4S](#) va engranger d'énormes profits grâce aux crises au Mali, en Libye et en Algérie. Reconnue comme l'entreprise de sécurité la plus importante au monde, le groupe s'était dévalorisé lors des Jeux Olympiques de Londres l'an dernier, en raison de son incapacité à satisfaire aux conditions d'un contrat gouvernemental. Mais avec l'instabilité croissante en Afrique du nord et de l'ouest, on s'attend à un prompt rétablissement de la firme.



Non seulement l'armée française ramène dans ses fourgons l'armée malienne pour que celle-ci réoccupe le nord irrédentiste, mais elle a aussi pour mission d'ouvrir la voie aux multinationales avides de profits juteux, aisés et rapides

La crise des otages du 16 janvier dernier dans l'usine de production de gaz d'Ain Amenas en Algérie, où 38 otages ont été tués, a marqué le retour d'Al-Qaïda, non pas comme de simples extrémistes en mal d'action, mais comme des militants bien entraînés ayant la capacité de frapper profondément dans les territoires ennemis et de provoquer de graves dommages.

Pour les entreprises de sécurité du type G4S, cela se traduit par une demande croissante. « Le groupe britannique (.), voit une augmentation de ses tâches allant de la surveillance électronique à la protection des voyageurs », a déclaré à l'agence Reuters le président de la compagnie pour l'Afrique. « La demande a été très forte dans toute l'Afrique », a confirmé Andy Baker. « La nature de nos activités fait que dans des environnements à haut risque, la demande de nos services augmente. »

Si les affrontements mortels entre l'Algérie et Al-Qaïda étaient suffisants pour que les pays d'Afrique du nord fassent appel à des sociétés de sécurité privées, la Libye doit être pour celles-ci un véritable paradis... Suite [au renversement par l'OTAN du régime du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi](#) suivi de son assassinat brutal à [Syrtte](#) le 20 octobre 2011, de nombreuses milices ont vu le jour à travers toute la Libye, certaines étant équipées d'armes lourdes grâce aux pays occidentaux. Au départ, ces scènes plutôt dérangeantes de milices armées installant des points de contrôle à chaque coin de rue étaient considérées comme une conséquence inévitable d'une réalité post-révolutionnaire. Mais lorsque [les Occidentaux eux-mêmes sont devenus des cibles](#), la « sécurité » en Libye est alors devenue une

priorité...

Beaucoup de sociétés de sécurité privées opèrent déjà en Libye, et certaines étaient même présentes dans le pays avant que l'ancien gouvernement libyen ne soit renversé. Certaines de ces entreprises étaient pratiquement inconnues avant la guerre, comme c'est le cas d'une petite entreprise britannique privée, la *Blue Mountain Group*. Cette dernière était responsable de la garde de la mission diplomatique américaine à Benghazi, qui a été incendiée le 11 septembre dernier. Il est apparu plus tard que l'attaque contre l'ambassade, qui entraîna la mort de quatre Américains, dont l'ambassadeur Christopher J. Stevens, avait été planifiée et bien coordonnée. On ne sait pas pourquoi le Département d'État a choisi d'embaucher cette petite société britannique, au lieu d'une entreprise de sécurité plus importante comme c'est habituellement le cas pour les autres ambassades occidentales et les grandes entreprises qui se disputent la reconstruction d'un pays que leurs gouvernements respectifs se sont acharnés à détruire.

L'activité lucrative de détruire, puis de reconstruire et de sécuriser a été constatée dans d'autres guerres et conflits provoqués par des interventions occidentales. Les entreprises privées de sécurité sont les intermédiaires dont le rôle est d'empêcher les natifs considérés trop turbulents de se mettre en travers de la « diplomatie » et des géants du *business* d'après-guerre.

Quand un pays finit par s'effondrer sous la pression des bombes anti-bunker et autres armes de pointe, les entreprises de sécurité se mettent en branle pour venir sécuriser les lieux tandis que des diplomates occidentaux commencent, avec leurs nouveaux relais locaux, leurs négociations sur l'avenir des richesses du pays. En Libye, ceux qui ont le plus contribué à la guerre sont ceux qui ont gagné les plus gros contrats. Bien évidemment, tout le pays est détruit et mis en coupe réglée, et c'est la population locale qui subit les conséquences de la présence de brutes étrangères et armées qui fliquent leurs quartiers au nom de la sécurité.

Il faut dire que le nouveau gouvernement libyen a expressément refusé la présence de sociétés armées du style de Blackwater – alors qu'elles ont déjà une certaine présence sur le terrain – craignant des provocations semblables à celles qui se sont produites dans [les meurtres du Square Nisour à Bagdad](#) et de même [à travers tout l'Afghanistan](#). L'objectif en Libye est de permettre des transactions commerciales sans problèmes, sans protestations impromptues provoquées par des étrangers à la gâchette trop facile. Mais compte tenu de la détérioration de la sécurité en Libye, provoquée par la destruction systématique du gouvernement central et de son appareil militaire, trouver une solution à l'absence de sécurité demeure l'objet d'intenses discussions.

Les sociétés de sécurité privées sont essentiellement composées de mercenaires qui offrent leurs services afin d'épargner aux gouvernements occidentaux un coût politique trop élevé au cas où il y ait trop de victimes militaires. Même si leurs sièges sociaux sont souvent basés dans des villes occidentales, nombre de leurs employés viennent de pays dits du Tiers-Monde. Pour tous les intéressés, procéder ainsi est beaucoup plus sûr, car lorsque des employés de sécurité asiatiques, africains ou arabes sont blessés ou tués en service, ce sera mentionné, si jamais c'est le cas, comme une simple dépêche d'agence avec très peu de conséquences politiques dans les audiences du Sénat ou les enquêtes du gouvernement.

Le Mali, ce pays d'Afrique occidentale qui souffre de multiples crises – un coup d'État militaires, la guerre civile, la famine et enfin une invasion guerrière dirigée par les Français –

est la prochaine victime probable ou opportunité pour cette combinaison infernale : des gouvernements occidentaux, des grandes entreprises et bien sûr , des entreprises de sécurité privées.

En effet, le Mali est le terrain idéal pour ces cliques d'opportunistes qui ne ménagent aucun effort pour exploiter ses énormes ressources potentielles et sa position stratégique. Depuis des années, ce pays ouest-africain est tombé sous l'influence politique et militaire occidentale. L'année 2012 a vu l'application d'un parfait scénario qui a finalement et de façon prévisible conduit à une intervention militaire extérieure, laquelle a eu lieu le 11 janvier lorsque la France a lancé une opération militaire visant, officiellement, à évincer [des extrémistes islamistes armés](#). Les opérations militaires dureront « aussi longtemps que nécessaire », a déclaré Hollande, le président français, singeant littéralement George Bush quand celui-ci déclara sa « guerre contre le terrorisme ».

Mais pour autant que l'on puisse en juger, la situation paraît autant complexe qu'imprévisible. Aucune chronologie simple ne peut réellement rendre compte du déroulement de la crise. Mais tous les indicateurs pointent vers d'importantes caches d'armes qui ont fait leur chemin à partir de la Libye jusqu'au Mali après la guerre de l'OTAN. Un nouvel équilibre des pouvoirs s'est alors installé, renforçant la position des Touaregs toujours opprimés et inondant la partie désertique du pays de militants endurcis appartenant à divers groupes islamiques. Deux lignes symétriques de bouleversements se sont développées en même temps au nord et au sud du pays. D'un côté, le Mouvement National Touareg pour la libération de l'Azawad (MNL) a déclaré son indépendance dans le nord et a rapidement été rejoint par Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MOJWA). De l'autre côté, Amadou Haya Sanogo, capitaine de l'armée malienne et formé aux États-Unis, procéda à un coup d'État en mars dernier dans la partie sud du pays, renversant le président Amadou Toumani Touré.

L'histoire récente du Mali évolue donc rapidement, donnant l'impression qu'il n'y avait pas d'autre possibilité qu'une confrontation imminente entre le sud et le nord. La France, [ancien maître colonial du Mali](#), n'a pas tardé à brandir la carte militaire et s'est activée avec diligence pour impliquer les pays d'Afrique de l'ouest dans ses projets guerriers. Il était souhaité que l'intervention apparaisse comme s'il s'agissait d'une initiative purement africaine, bénéficiant juste d'un appui logistique et politique des supposés bienfaiteurs occidentaux. En effet, le 21 décembre, le Conseil de sécurité a approuvé l'envoi d'une force dirigée par des Africains (de 3000 soldats) et venue de la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (CEDEAO), afin de lancer la chasse aux militants du nord dans le vaste désert malien.

Cette guerre était prévue pour septembre 2013, afin de laisser un peu de temps à la France pour former un front uni occidental et remettre sur pied des forces maliennes pour l'instant en lambeaux. Mais la capture par les militants islamiques de [la ville de Konna](#), sur la route de la capitale Bamako, aurait obligé la France à intervenir plus tôt sans le consentement des Nations Unies. La guerre qui a été menée, soit-disant au nom des droits de l'homme et de l'intégrité territoriale du Mali, a déjà suscité [des protestations d'importantes organisations des droits de l'homme](#), contre les crimes commis par les forces étrangères et leurs partenaires de l'armée malienne. Toutefois, ce qui pour l'instant a des allures de conquête française facile, fait que d'autres puissances occidentales se lèchent déjà les babines sur les richesses potentielles du Mali, lequel ne risque pas d'avoir de sitôt un véritable gouvernement central.

Le 25 janvier, la page de l'Agence de presse africaine [APA] sur le Mali était remplie d'articles de presse sur une implication occidentale désireuse de manifester sa solidarité avec l'initiative de guerre français. Cela allait de « l'Italie va envoyer des avions pour aider les transports de troupes au Mali » à « l'Allemagne s'engage à aider l'intervention au Mali. » Tous les appels pour un dialogue politique, d'autant plus que les conflits ethniques sont susceptibles de dévaster le pays pour les années à venir, semblent tomber dans l'oreille d'un sourd. De plus, selon l'APA, le Royaume-Uni propose d'aider le Mali à trouver une « feuille de route politique » visant à garantir « l'avenir politique de ce pays ouest-africain. »

Alors que la France, les États-Unis et les pays de l'Union Européenne décident de l'avenir du Mali via des actions militaires et des feuilles de route politiques, le pays lui-même est trop affaibli et politiquement déstabilisé pour imaginer n'importe quelle possibilité de s'opposer à ces interventions extérieures. Pour les entreprises de sécurité G4S et autres, le Mali est aujourd'hui en tête de la liste dans le marché émergent de la sécurité en Afrique. Le Nigeria et au Kenya suivent de près, avec des possibilités qui apparaissent encore ailleurs.

De la Libye au Mali, une histoire typique est en train de se dérouler sous nos yeux, avec de juteux contrats et d'énormes possibilités de toutes sortes. Lorsque les entreprises de sécurité privées parlent d'un marché émergent en Afrique, on est amené à supposer que ce continent va une fois de plus tomber sous la coupe d'interventions militaires et de pratiques commerciales déloyales. Alors que G4S est susceptible de refaire briller son blason un peu ternie, des centaines de milliers de réfugiés africains (800 000 pour le seul Mali) continueront leur voyage sans fin vers des frontières inconnues à travers d'impitoyables déserts. Leur sécurité n'intéresse personne, et les entreprises privées de sécurité n'ont que faire de réfugiés sans le sou.

Ramzy Baroud

Article original en anglais :

<http://palestinechronicle.com/no-se...>, 29 janvier 2013



Ramzy Baroud (<http://www.ramzybaroud.net>) est journaliste

[Traduction : Info-Palestine.eu](http://Info-Palestine.eu) - Naguib

La source originale de cet article est [The Palestine Chronicle](http://ThePalestineChronicle.com)
Copyright © [Ramzy Baroud](http://RamzyBaroud.com), [The Palestine Chronicle](http://ThePalestineChronicle.com), 2013

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca